

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

AMR 41/041/2006 – ÉFAI

Londres, le 24 août 2006

AU 227/06

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / RECOURS À UNE FORCE EXCESSIVE / CRAINTES DE TORTURE / MAUVAIS TRAITEMENTS / INQUIÉTUDES POUR LA SANTÉ

MEXIQUE les membres du syndicat d'enseignants *Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación* (SNTE) du secteur (magisterial) d'Oaxaca et les membres de l'*Asamblea Popular del Pueblo de Oaxaca* (APPO, Assemblée populaire du peuple d'Oaxaca)

Ramiro Aragón Pérez (h), biologiste
Germán Mendoza Nube (h), enseignant

personne tuée : Lorenzo San Pablo Cervantes (h), fonctionnaire et sympathisant de l'APPO

Les forces de sécurité auraient usé d'une force excessive et disproportionnée contre des manifestants dans l'État d'Oaxaca. Selon des sources locales, le 22 août, elles auraient tiré sur Lorenzo San Pablo Cervantes, qui a succombé à ses blessures. Par ailleurs, un certain nombre de blessés sont à déplorer. Les militants Ramiro Aragón Pérez et Germán Mendoza Nube ont été placés en détention et risquent d'être torturés ou soumis à d'autres formes de mauvais traitements.

Depuis les 21 et 22 août, les violences se sont intensifiées dans l'État d'Oaxaca avec l'intervention des forces de sécurité et d'autres individus armés non identifiés en vue de disperser à Oaxaca les mouvements de protestation et les piquets des partisans de l'*Asamblea Popular del Pueblo de Oaxaca* (APPO, Assemblée populaire du peuple d'Oaxaca, mouvement politique), ainsi que les enseignants grévistes du *Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación* (SNTE) du secteur (magisterial) d'Oaxaca.

Aux premières heures du 21 août, un groupe d'individus armés, parmi lesquels des membres des forces de sécurité, semble-t-il, ont attaqué des sympathisants de l'APPO apparemment postés devant l'émetteur de *Canal 9*, chaîne de télévision et radio locale dont les manifestants ont pris le contrôle le 1^{er} août. Ils auraient tiré sur des partisans de l'APPO, blessant grièvement Sergio Vale Jiménez à la jambe. Cet enseignant est actuellement hospitalisé.

Les autorités de l'État ont par la suite ordonné une opération visant à juguler le mouvement de protestation. De nombreux témoins ont affirmé avoir vu des groupes de policiers accompagnés d'individus (cagoulés pour certains) tirant des coups de feu en l'air. Le 22 août, peu après minuit, des membres des forces de sécurité auraient attaqué un piquet à *La Ley 710*, l'une des stations de radio occupées par les manifestants. Lorenzo San Pablo Cervantes, partisan de l'APPO, a reçu une balle. Il est mort plus tard des suites de ses blessures.

Un certain nombre de personnes ont été arrêtées en marge des manifestations. Il s'agirait, pour beaucoup, de responsables d'organisations sociales ou politiques locales et Amnesty International craint qu'ils n'aient été interpellés en représailles à leur mouvement de protestation pourtant légitime.

Le 10 août, les militants et enseignants Elionai Santiago Sánchez et Juan Gabriel Ríos, ainsi que le biologiste Ramiro Aragón Pérez ont été appréhendés et battus par des individus circulant à bord de véhicules dépourvus de plaques d'immatriculation. Selon certaines informations, les agresseurs ont quasiment étranglé Elionai Santiago Sánchez et lui ont porté des coups à l'abdomen, aux côtes et au visage. Elionai Santiago Sánchez, Juan Gabriel Ríos et Ramiro Aragón Pérez ont été remis au bureau du procureur général d'Oaxaca, qui les a inculpés de détention illégale d'armes à feu. Elionai Santiago Sánchez et Juan Gabriel Ríos ont été libérés sous caution le 12 août, mais Ramiro Aragón Pérez reste détenu dans la prison

de Zimatlán de Alvarez (État d'Oaxaca). Amnesty International craint que cet homme ne soit torturé ou soumis à d'autres formes de mauvais traitements. Elionai Santiago Sánchez, Juan Gabriel Ríos et Ramiro Aragón Pérez affirment que les accusations portées contre eux sont fabriquées de toutes pièces.

Germán Mendoza Nube, autre militant, aurait été interpellé devant chez lui le 9 août par des policiers en tenue civile. Il se déplace en chaise roulante et souffre de diabète et de troubles rénaux, cependant il ne lui a pas été permis d'emporter son fauteuil roulant ni les éléments qui lui sont nécessaires pour la dialyse. Il est détenu dans la prison de Miahuatlan dans l'État d'Oaxaca et Amnesty International craint qu'il ne bénéficie pas des soins dont il a besoin.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à veiller au contrôle et au commandement efficace des forces de sécurité, de sorte qu'elles se conduisent de manière appropriée lors des manifestations, conformément aux Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois et au Code de conduite des Nations unies pour les responsables de l'application des lois ;
- déclarez-vous préoccupé par la mort de Lorenzo San Pablo Cervantes, et priez les autorités de conduire une enquête indépendante et impartiale sur cet homicide en vue de traduire en justice les responsables présumés ;
- demandez l'ouverture, dans les meilleurs délais, d'une enquête sur les actes de torture et les coups infligés à Elionai Santiago Sánchez, Juan Gabriel Ríos et Ramiro Aragón Pérez et rappelez aux autorités qu'elles sont tenues, en vertu de la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus, d'interdire la torture et toute autre forme de mauvais traitement ;
- priez les autorités de réexaminer les charges pesant contre les militants détenus et de veiller à ce que les éléments retenus contre eux soient fondés et étayés de preuves ;
- appelez-les à s'assurer que Germán Mendoza Nube bénéficie sans délai d'une prise en charge médicale.

APPELS À :

Gouverneur de l'État d'Oaxaca :

Ulises Ruiz Ortiz

Gobernador del Estado de Oaxaca, Carretera Oaxaca, Puerto Angel, Km. 9.5

Santa María Coyotopec, C. P. 71254, Oaxaca, Oaxaca, Mexique

Fax : + 52 951 511 6879 (si une personne décroche, veuillez dire : « *Tono de fax, por favor* »)

Formule d'appel : *Señor Gobernador, / Monsieur le Gouverneur,*

Procureure générale de l'État d'Oaxaca :

Lic. Lizbeth Caña Calez

Procuradora del Estado de Oaxaca

Avenida Luis Echeverría s/n, La Experimental, San Antonio de la Cal, C. P. 71236, Oaxaca,

Oaxaca, Mexique

Fax : + 52 951 511 5519

Formule d'appel : *Estimada Procuradora, / Madame le Procureur général,*

Procureur général de la République :

Lic. Daniel Cabeza de Vaca

Procurador General de la República, Procuraduría General de la República

Reforma Cuauhtémoc esq. Violeta 75, Col. Guerrero, Delegación Cuauhtémoc

México D.F., C.P. 06 500, Mexique

Fax : + 525 55 346 0983 (si une personne vous répond, veuillez dire : « *me da tono de fax por favor* »)

Formule d'appel : *Dear Attorney General, / Monsieur le Procureur général,*

COPIES À :

Organisation de défense des droits humains d'Oaxaca :

Red Oaxaqueña de derechos humanos

Calle Crespo 524 Interior 4-E, Col. Centro, Oaxaca, Oaxaca, CP. 68000, Mexique

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 5 OCTOBRE 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*